

Projet d'Avis « Bac +3/-3 »

Session plénière du jeudi 10 mars 2022

Déclaration au nom du groupe CGT au CESER de Normandie

Monsieur le Président,

Chères Chers Collègues,

Nous soulignons la qualité du rapport Bac-3 Bac+3 qui nous est proposé aujourd'hui. **Il pourra nourrir les réflexions sur le futur CPRDFOP 2022-2028 qui devra être validé en décembre prochain.** Néanmoins, nous sommes toujours en attente d'une méthodologie de travail qui pourrait garantir la prise en compte de la contribution du CESER.

La CGT souhaite cependant porter votre attention sur deux points.

Pour la CGT, le point aveugle du rapport sur le continuum Bac-3 Bac+3 concerne les jeunes que le monde des acteurs de l'emploi-formation-insertion caractérise comme « invisibles ». Quand bien même cette caractéristique devient tautologique pour certains, d'autres acteurs pourtant les connaissent et déplorent que l'on ne s'appuie pas sur eux pour élaborer les ingénieries de projets visant ces jeunes.

Ces jeunes qui refusent d'entrer dans des dispositifs de formation, d'orientation, de remédiation **vivent tant en milieu rural que dans les Quartiers Politique de la Ville (QPC) mais pas seulement.** Ils ont certes le plus souvent décroché scolairement mais peuvent aussi être diplômés. Ce ne sont pas non plus que des jeunes dits « NEET ⁽¹⁾ » c'est-à-dire des jeunes âgés de 16 à 25 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation mais qui pour autant peuvent être titulaires d'un diplôme.

Bref, à en faire des objets de réflexion basée sur leur pseudo-invisibilité, sur des statistiques voire en lien avec des espaces géographiques spécifiques, on en oublierait qu'ils sont en contact avec les travailleurs sociaux, notamment avec la prévention spécialisée, et que leurs logiques de survie dans notre société sont aussi variées que leurs situations personnelles.

Pour la CGT, le système de formation professionnelle continue doit les prendre en compte et donc s'ouvrir à d'autres logiques d'accompagnement et à d'autres temporalités de travail avec ces jeunes.

Ce ne sont pas les jeunes qui sont invisibles mais le service public de la formation et de l'orientation qui regarde ailleurs.

Le gouvernement a mis en place le programme du Plan d'Investissement dans les Compétences intitulé « Repérer et mobiliser les Invisibles ».

Il vise des jeunes issus des QPV ⁽²⁾ et des zones rurales qui se retrouvent en situation de risque d'exclusion durable et donc potentiellement en rupture scolaire.

Cependant les jeunes qui adhèrent à ces actions sont souvent déjà repérés par notamment Pôle Emploi ou les Missions locales.

Selon la DARES ⁽³⁾, dans son étude publiée en janvier 2022 portant sur l'utilisation des intermédiaires de placement par les jeunes de 16 à 29 ans entre 2015 et 2017, 35% d'entre eux sortis du système scolaire ne sont pas accompagnés.

Un grand nombre sont connus des travailleurs sociaux. Pourtant, les actions financées dans le cadre du PIC n'ont pas été conçues dès le début avec ces derniers.

Pour la CGT, trois freins doivent être mis en lumière :

- Tout d'abord, l'impossibilité des pouvoirs publics à innover sur des actions en direction de ces jeunes en s'affranchissant d'une réflexion simpliste centrée sur l'écosystème emploi-formation.
- L'impossibilité de faire travailler ensemble les professionnels des deux champs, le travail social et les formateurs et conseillers en insertion professionnelle, dans l'élaboration

d'une politique globale de prise en charge.

- Enfin, le mépris des pouvoirs publics envers les professionnels du travail social qui s'affiche dans les baisses budgétaires consacrées à la prévention spécialisée et, dans le même temps, qui se révèle dans un renforcement des financements du PIC⁽⁴⁾, jetant au passage la suspicion sur le travail des professionnels du travail social.

Fort de ces constats, la CGT propose :

- de renverser la logique dans la construction des dispositifs en s'appuyant dans une première intention sur les travailleurs sociaux de terrain lors de l'élaboration des appels à projets et dans les réponses des consortiums
- de structurer un programme de professionnalisation visant l'interconnaissance des professionnels du travail social et du champ de l'emploi-formation-insertion qui doit devenir un préalable à des collaborations. Des actions conjointes pourraient être imaginées pour comprendre les logiques de travail à l'œuvre, des actions en binômes sur le terrain pour éviter la captation des publics... Bref, des passerelles entre ces professionnels de terrain

Par ailleurs, il faut souligner que l'obtention d'une licence (Bac+3), et donc l'aboutissement du continuum, va être conditionnée par une certification en anglais obligatoire, le TOEIC⁽⁵⁾.

Pour sa part, la CGT se positionne contre le passage du TOEIC comme condition à l'obtention d'une licence, et rappelle que celui-ci est un examen informatisé et standardisé qui ne prend pas en compte le niveau de compréhension de l'étudiant.

Pour information, il faut savoir que l'Université de Caen Normandie a recours, pour délivrer cette certification, à une entreprise privée américaine portant le nom d'ETS.

Or, **la fiabilité des tests développés par cette entreprise aurait conduit, en 2014, à l'expulsion par erreur de 7 000 étudiants étrangers en Grande Bretagne.** Ce scandale a été dévoilé par la BBC et a été repris en France par notamment le Figaro étudiant...

Nous ne pouvons croire qu'un tel scandale n'ait été ignoré des services du ministère et de l'UCN surtout quand le montant de la prestation se monte à 240 000 €.

C'est pourquoi la CGT souligne de nouveau que la privatisation de l'enseignement supérieur est dangereuse !

Enfin, nous rappellerons que la formation doit être un outil d'émancipation de l'individu et qu'elle ne peut en aucun cas reposer sur une offre assise sur les besoins économiques, risquant ainsi d'accroître des déséquilibres territoriaux déjà pointés à de multiples reprises dans les travaux du CESER.

Fort de ces remarques qui devront être prises en compte dans nos travaux à l'avenir, **la CGT rendra un avis favorable.**

(1) **Neet**: Not in Education, Employment or Training

(2) **QPV** : Quartier de la Politique de la Ville

(3) **DARES** : Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques

(4) **PIC** : Plan d'Investissement dans les Compétences

(5) **TOEIC** : Test Of English for International Communication

(6) **ETS** : Educational Testing Service,

(7) **BBC** : British Broadcasting Corporation

(8) **UCN** : Université de Caen Normandie